

États-Unis, sans préjudice à la dignité, à l'honneur et à la stabilité des deux pays." Il contentera ainsi tous ses électeurs, avec cette déclaration positive et précise et, si l'on n'élève pas en sa propre ville un monument en l'honneur de la grande politique nationale, je suis certain qu'on en élèvera un pour rappeler la clarté positive et la définition précise de la grande politique nationale.

L'honorable député de Bothwell (M. Mills) est le plus conservateur de tous. Il dit qu'il ne veut pas de révolution, ni faire de tort aux industries existantes. Il est en faveur d'un tarif de revenu, et il voudrait voir l'homme qui pourrait se faire élire dans un comté, en se déclarant en faveur de la taxe directe. Il est contre l'indépendance et l'annexion, et il croit que ceux qui parlent maintenant d'indépendance ou d'annexion, ne sont pas de vrais Canadiens. Cependant, il siège tout près d'un homme qui parle d'indépendance, depuis quelques mois. L'honorable député de L'Islet (M. Tarte), a deux articles dans son programme. D'abord, il voudrait une législation pour augmenter les profits des cultivateurs—

M. TARTE : Je n'ai jamais rien dit ni écrit de la sorte.

M. FOSTER : Si mon honorable ami—

M. DAVIES (I. P.-E.) : Rétractez-vous.

M. FOSTER : Non ; on ne permettra d'avoir une courte conversation avec mon honorable ami. Si mon honorable ami veut consulter les *Débats* et lire son discours, et s'il veut revoir le manifeste qu'il a adressé aux électeurs de son comté, il s'apercevra qu'on y trouve ces deux déclarations, hormis que je ne sache pas lire le français.

M. TARTE : C'est peut-être vrai.

M. FOSTER : C'est peut-être la raison, je m'en rapporte à lui. Dans son manifeste, il a dit qu'il favoriserait une législation qui augmenterait la valeur des produits des cultivateurs, et que si M. Laurier arrivait au pouvoir, il laisserait subsister deux ou trois articles de la politique de protection.

M. TARTE : Je n'ai jamais rien écrit, ni rien dit de semblable.

M. FOSTER : Alors, je ne comprends pas le français. Je vais revoir cela, et si je me suis trompé, je me rétracterai avec plaisir. C'est ce que disent mes honorables amis, dans la négative.

CE DONT L'OPPOSITION SE VERT PAS.

Mais, je désire attirer l'attention de la chambre sur ce que disent ces honorables députés, quand ils parlent dans l'affirmative. Alors, il n'y a pas d'hé-

sitation. Leurs explications sont complètes. Leur politique est claire et précise, et je désire qu'elle soit connue d'un bout à l'autre du pays. Quelle est cette politique ? L'honorable député d'Oxford-sud nous dit :

Notre politique a toujours été de détruire ce vilain tarif de protection ; je ne m'occupe pas de savoir si nous le détruirons d'une manière ou d'une autre, mais, ce que nous désirons, c'est de le détruire.

Il ne donne pas plus d'explications que cela. L'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) nous dit :

La protection, M. l'Orateur, quoi qu'on en dise, n'est ni plus ni moins, qu'une espèce d'esclavage, c'est une politique qu'on ne peut pas plus défendre que l'esclavage, en se basant sur les grands principes de justice. C'est l'esclavage absolu et sans condition.

Cela est clair ; il n'y a pas de faux-fuyants. Mon honorable ami de l'Île du Prince-Édouard (M. Davies) nous dit :

Nous avons attaqué cette politique depuis des années. C'est une politique maudite, maudite de Dieu, et des hommes. Il faut l'abolir, pour sauver le pays.

Enfin, pour couper au plus court, le chef de l'opposition a déclaré, ce soir, qu'il voulait faire disparaître tous les vestiges de la politique de protection, en établissant un tarif de revenu seulement. C'est avec plaisir, M. l'Orateur, que j'ai vu ces déclarations, et c'est avec plaisir que j'ai vu applaudir les honorables députés de la gauche. Ils ne pourront plus désormais nier que telle est l'expression de leurs idées. Je demande à mes honorables amis qui croient en la protection, mais qui peuvent avoir quelques griefs spéciaux et particuliers, contre le tarif, je leur demande de bien peser ces assertions ; car le véritable but de la motion proposée par les honorables députés de la gauche, est de détruire la politique de protection dans ce pays. Des députés peuvent ne pas approuver certains articles du tarif, mais ils doivent croire à la politique de protection, et ils doivent désirer la voir maintenir dans ce pays. Je les mets en garde contre la proposition des honorables députés de la gauche, qu'ils disent être inoffensive. Jusqu'à présent, nous avons développé considérablement nos relations commerciales et industrielles et dans le cours des dernières années, nous avons fait des prodiges dans le développement de notre vie industrielle. Les étrangers qui viennent ici et qui étudient notre histoire, le reconnaissent franchement et spontanément.

Il peut se faire que cette politique ait quelque déféctuosité, que certains détails demandent à être soigneusement examinés, et que le tarif ait besoin de réforme sous certains rapports. Certains députés de la gauche ont émis des doutes sur la bon-